

Faire communauté pour transformer le monde

Les partenaires des quatre coins du monde de Communautés résilientes se sont retrouvés à Lourdes pour une semaine d'échanges et de rencontres. L'enjeu ? Poursuivre la construction d'une vision partagée de la transition écologique juste.

Du 27 au 31 mai 2024, dans le Sud de la France, à la Cité Saint-Pierre de Lourdes, la deuxième édition de l'Assemblée des Parties Prenantes (APP) du programme Communautés résilientes a regroupé une soixantaine de personnes venues des quatre coins du monde. Ce moment fort du programme a l'objectif de renforcer une position commune sur la transition écologique. Ainsi, les représentant.es des vingt partenaires, la trentaine de personnes du Secours Catholique - Caritas France, des universitaires du GEMDEV, une représentante du CCFD-Terre solidaire et une représentante de l'Agence Française de Développement ont échangé ensemble une semaine durant pour prendre conscience de l'originalité de Communautés résilientes, de sa pertinence et de sa transversalité.

L'APP qui se tient tous les deux ans est à chaque fois un moment fort, important et marquant au cours duquel les différentes parties prenantes partagent leurs réalités, leurs projets, leurs expériences, leurs difficultés et doutes mais aussi leurs réussites et motivations. Et cela avec un même objectif : construire ensemble une vision commune de la transition écologique juste.

Agir pour les plus vulnérables

C'est un sacré défi que de se donner une définition commune de la transition écologique juste à travers le monde. Un travail certes long et fastidieux mais qui se construit d'une façon horizontale en prenant en compte les réalités de tous et toutes. Le dérèglement climatique est une crise urgente dont les conséquences se font ressentir partout autour du globe. Des conséquences qui ne se manifestent pas de la même façon partout, particulièrement pour les personnes les plus vulnérables qui restent les premières impactées. L'APP propose donc un espace de rencontre et de discussions pour répondre collectivement de manière systémique et intégrée à la crise socio-environnementale en ne laissant personne de côté en accompagnant le pouvoir d'agir de chacun et chacune, comme le résume Luiza d'AS-PTA au Brésil : *"Cette semaine nous avons pu donner suite à ce travail [réalisé lors de la première APP] en développant et en étudiant ce que signifie cette transition écologique juste."*

Retour sur le carnet de bord de cette semaine qui a l'ambition de construire ce commun.

Lundi 27 mai 2024 - Définir une charte pour vivre ensemble.

Après s'être retrouvés le matin, les acteurs et actrices de Communautés résilientes ont entamé les premiers travaux. D'abord, en élaborant une charte de fonctionnement pour se dire comment travailler ensemble en répondant à la question : *"De quoi a-t-on besoin, de quoi devons-nous prendre soin pour que ça fonctionne bien dans les temps formels comme informels ?"* L'enjeu est de conscientiser, malgré les bonnes volontés pour mettre un terme aux inégalités, ce qui persiste en termes de genre, de relations de pouvoir au sein des organisations ou des relations de domination Nord/Sud. Il persiste des réflexions et des schémas de pensée dans notre façon de vivre et de travailler ensemble, ce qui peut impacter la façon de construire une vision commune de la transition écologique juste.



L'inclusion et l'originalité de cette démarche a été saluée et appréciée de toutes et tous même si des difficultés sont apparues pour la mise en œuvre concrète de la charte et pour se sentir collectivement responsable de son application. Cela a permis de montrer l'importance de discuter et d'expérimenter des méthodes de travail dans un cadre multiculturel où les appréciations des termes et des modalités sont différentes.

Mardi 28 mai 2024 - Pour la défense des biens communs

Cette deuxième journée a entamé les premiers travaux de regards croisés qui ont concerné la nécessité de s'opposer à la marchandisation de la nature et de reconquérir la gestion des biens communs comme l'eau par les circuits courts, l'organisation communautaire et les mémoires ancestrales. Un premier temps a été proposé par *Centro de Investigación y Promoción del Campesinado* (CIPCA) et le Groupement pour l'Étude de la Mondialisation et du Développement (GEMDEV), un laboratoire de recherche. Ils et elles ont proposé des définitions et des cadres théoriques face aux représentations que l'on peut avoir des biens communs. Pour une personne, *"les participants n'étaient pas d'accord sur la définition de biens communs entre celles et ceux qui estimaient qu'ils appartiennent à tout le monde et celles et ceux qui disaient qu'ils appartiennent aux populations autochtones notamment. Les échanges ont été riches"*, explique-t-elle.

Le Secours Catholique - Caritas France a présenté une action de plaidoyer dans la vallée de l'Orbiel dans l'Aude où, en 2018, des inondations ont eu lieu faisant un lourd bilan humain et révélant une catastrophe environnementale d'ampleur par la contamination des sols par l'arsenic enfoui depuis de nombreuses années. L'association s'est alors mobilisée auprès des personnes en situation de précarité. Une mobilisation qui a pris la forme d'un véritable plaidoyer auprès des autorités alliant lutte contre la précarité et défense de l'environnement.

Ailleurs dans le monde, des partenaires font aussi face à des menaces sur les biens communs avec les enjeux autour des OGM, du changement climatique, de l'agrobusiness, des menaces d'ordre politique induisant des réductions de politiques publiques et des espaces de concertation. *"Nous avons eu des espaces de formations et d'intervention très importants sur la défense des biens communs, ce qu'ils signifient ou ce qu'il sont, témoigne Luiza d'AS-PTA au Brésil, parce que les organisations ont des visions différentes et c'est aussi un objectif de l'assemblée de trouver un commun entre nous tous."*



L'après-midi était ensuite consacrée à la question du lien entre l'urbain et le rural avec une focalisation sur la dynamique des villes durables et inclusives, l'une des dynamiques régionales du programme . Le constat est que la moitié du monde est urbain. Il devient alors évident d'inclure les villes pour travailler à une transition écologique juste en recréant un lien urbain/rural par la valorisation de l'importance de la production alimentaire du rural au bénéfice des villes. Ainsi, Aravind Unnii et Srijita Sircar, affilié.es à IGSSS en Inde, Saran Soeung pour Sahmakum Teang Tnaut (STT) au Cambodge, Alexander Tripura pour Caritas Bangladesh, Patricia Serrano pour la Fondation d'action culturelle Loyola (ACLO) en Bolivie et Edouard Ndong pour Caritas Kaolack au Sénégal ont démontré la vulnérabilité des villes face aux événements climatiques extrêmes.

Les membres de Communautés résilientes ont ensuite entamé des discussions sur le renforcement du lien urbain/rural à travers la réponse au défi de l'alimentation et de l'agriculture. La promotion d'une agriculture saine et locale pourrait être un moyen de reconnecter les citoyens à la terre et de soutenir des systèmes alimentaires en circuits courts. Il apparaît alors urgent de relocaliser la production alimentaire qui passe par la mise en place de politiques publiques de sécurité alimentaire et une planification territoriale intégrée.

Mercredi 29 mai 2024 - La mobilisation communautaire : du local au global

Au programme de cette journée : territoires et agroécologie. Pour le volet "territoires", la session a débuté par un panel "Partage d'expériences et analyses croisées entre partenaires d'Asie et d'Amérique latine travaillant auprès de communautés autochtones". Plusieurs partenaires ont présenté leur réalité : Quézia Martins pour CIMI au Brésil, Manuel Cornejo pour CAAAP au Pérou, Thet Htwe Aung pour KMSS-Loikaw au Myanmar et Gandhai Kamol pour Caritas Bangladesh. En lien avec le travail sur les biens communs de la veille, c'est le rejet de la commercialisation de la nature qui a été mis en avant. Les fausses solutions comme les bons carbones et le rejet de pratiques de conservation de la nature faites sans les peuples concernés et sans considération de leur rôle dans la protection de la nature ont été pris en exemple. Il a été posé l'importance, pour définir une vision commune de la transition écologique juste, d'insister sur la reconnaissance des savoirs, pratiques et du droit coutumier des peuples autochtones. Il faut prendre le contre pied d'une vision romantique de la nature et d'une idéalisation des peuples autochtones en donnant de l'importance aux mobilisations communautaires et à la participation citoyenne des peuples et acteur.rices locaux, en particulier les jeunes et les femmes. Les similitudes observées et vécues entre les différents territoires nous poussent à concevoir une riposte collective, partant du local pour monter au global. *"La cause des peuples autochtones est notre cause à tous"*, rappelle le slogan du CIMI au Brésil. Pour ne pas renforcer cette invisibilisation des peuples autochtones, leur présence aux prochaines rencontres de l'APP est largement souhaitée.

Les regards croisés se sont ensuite penchés sur l'agroécologie. Denis Monteiro de AS-PTA au Brésil, Docteur Arook de Caritas Bangladesh, Frère Jules de CARTO au TOGO, Laurent Seux pour le programme "Ensemble Bien Vivre Bien Manger" du SCCF, et Coline Podlunsek pour le CCFD-Terre solidaire pour la France se sont exprimés sur les pratiques développées durant les deux dernières années. Cela a permis de mettre en lumière les défis auxquels ils et elles font face : monoculture, intrants chimiques, pression foncière, accaparement des terres mais aussi l'insécurité dû à des zone de conflit armé et la prépondérance du modèle patriarcal renforçant un accès inégal à la terre pour les femmes, une exclusion des décisions, et un partage inégal des revenus

Pour y pallier, la reconnaissance légale de l'agroécologie et l'encouragement de son déploiement via des politiques publiques a largement été évoqué ainsi qu'une lutte sur le champ des idées sur les termes de "croissance durable" et d'énergies propres".



Les discussions ont été aussi l'occasion de parler d'un point de vue plus stratégique en imaginant des coalitions d'acteur.rices en capacité de peser sur les politiques publiques et en proposant une gouvernance territoriale avec la participation des acteurs.trices locaux qui ont accumulés des savoirs-faire aujourd'hui fragilisés et invisibilisés par les logiques de domination à l'oeuvre.

Comment produire de façon durable et biologique ? Quelle balance entre nature et production ? Bien que nous n'ayons pas tous les éléments de réponse, la justice semble en être un des éléments importants.

Sur un sujet aussi central que l'agroécologie, il est nécessaire d'intégrer tous les coûts de l'alimentation (santé, environnement, ...) dans les débats si l'on souhaite réellement établir une vision commune de la transition écologique juste.



Jeudi 30 mai 2024 - Conscientiser les rapports de genre et son pouvoir d'agir

La matinée du jeudi était consacrée à un peu de repos pour les participant.e.s. qui ont pu se ressourcer en visitant la ville de Lourdes, faire une randonnée pour atteindre le sommet du Béout ou bien dormir un peu plus !

Les thématiques du genre et du pouvoir d'agir ont été abordées l'après-midi. Sur le genre, l'enjeu était de relire la semaine sous le prisme de trois questions : *"qu'est ce qui m'a inspiré ? qu'est ce qui m'a surpris ? qu'est ce qui m'a dérangé ?"* Les participant.es ont alors eu une attention particulière aux questions de genre et à la place des femmes comme source d'émancipation et de progrès vers une transition écologique juste. Ils et elles ont pu questionner certains projets et s'inspirer pour le futur. Ce focus sur le genre est essentiel pour ce programme qui part du postulat que la crise socio-environnementale a des effets sur nous tous et toutes, en particulier pour les femmes qui sont souvent marginalisées et donc les premières victimes de cette crise.

Sur le pouvoir d'agir, une certitude réside : les inégalités environnementales sont corrélées aux injustices sociales, et face à ça, nous sommes acteurs et actrices de changement. Ainsi, la session a permis de réfléchir à une échelle individuelle et collective aux freins et besoins pour développer son pouvoir d'agir. Beaucoup d'éléments intéressants et précieux sont ressortis, et un consensus se dessine sur l'approche communautaire, locale, par le bas. En effet, beaucoup ont exprimé la nécessité de construire à partir de ce que l'on a déjà sans créer de nouvelles structures. Ce que l'on a déjà ce sont des acteurs et actrices qui élèvent leurs voix, des personnes qui affrontent quotidiennement les défis de la crise socio-environnementale et des dynamiques de groupe innovantes. Pour ne pas freiner ces dynamiques d'émancipation, il ressort l'importance de faire confiance aux personnes concernées, d'accompagner la conscientisation des problèmes rencontrés, de renforcer leurs capacités via un accès à la connaissance et au pouvoir, en formant, par exemple, des alliances ou en identifiant les lieux de pouvoir. Il est aussi important de garder en tête que le patriarcat reste un obstacle important et qu'il est nécessaire de prendre en compte l'équilibre, bien que difficile à trouver, entre santé personnelle (physique et mentale) et engagement.

Vendredi 31 mai 2024 - Raconter pour transformer

Les stratégies d'influence comme levier de changement structurel étaient au cœur de cette dernière journée. Cela a permis aux partenaires d'évoquer plusieurs types de stratégies d'influence. Pour Caritas Colombie, Juan Felipe a présenté le plaidoyer institutionnel local et Aravind Unni affilié à IGSSS Inde et Judith Lachnitt pour le SCCF ont partagé leur expérience sur le plaidoyer institutionnel. Le cadre des COP (Conférences Of the Parties / Conférence des parties) a été pris en exemple, avec respectivement les enjeux urbains et les enjeux relatifs à la fausse solution des compensations carbone.

De son côté, Rafael Santos Neves pour ASA au Brésil a donné à voir le changement de récit au regard des enjeux sur l'eau. Les participant.e.s ont alors travaillé en sous-groupes par dynamiques régionales - les différentes parties du monde - sur l'enjeu des récits. Sur chaque item (agroécologie, villes durables et inclusives, biens communs et transition écologique juste en milieu rural), l'idée était d'identifier à la fois le modèle que l'on ne veut plus en se penchant sur les causes, les responsables et sur la façon dont ce modèle nous est "vendu", et d'identifier aussi le modèle que l'on veut en se focalisant ici sur les solutions que l'on promeut, les acteurs et actrices de ce changement et pourquoi ce modèle est meilleur pour tous et toutes. La base du récit était des récits d'injustices racontées par les participant.e.s. Ce travail permet d'identifier plus largement le travail sur les narratifs comme levier de changement important et efficace pour rassembler, mobiliser et engager le plus grand nombre.



Vivre l'interculturel

Au-delà des temps de travail pour construire une vision partagée de la transition écologique juste, cette semaine a permis aussi de vivre ensemble dans l'interculturel. Ainsi, chaque soirée a été l'occasion de se retrouver pour échanger sur la situation en Palestine avec des personnes concernées, d'aborder la question de l'écologie intégrale autour du film *"La Lettre"*, de danser et de faire découvrir sa culture musicale ou encore de partager des chants, poèmes et textes lors de la soirée spirituelle finale. La spiritualité a constitué un fil rouge afin de ponctuer les journées pour ne pas perdre le sens. L'enjeu était de se reconnecter à la nature au travers des pratiques et cultures des partenaires qui composent cette grande communauté résiliente. Ces temps "informels" sont tout aussi importants pour former une communauté car ils permettent d'apprendre à se connaître, de nouer des liens, d'en apprendre plus sur le quotidien de chacun et chacune, d'appréhender le monde avec différentes lunettes et de prendre de la hauteur afin de saisir l'importance de la solidarité qui nous lie.

